

Confusion dans l'Église italienne

● Déclarations épiscopales sur le marxisme ● Entre la DC et le PCI ● Synode national sur évangélisation et promotion humaine ● A la recherche d'un nouveau langage

Du côté de l'épiscopat, on a pu enregistrer depuis trois mois une succession de prises de position contre la montée du communisme dans le pays. A Rome, le cardinal Poletti, dans une série de déclarations et d'interviews, a tiré la sonnette d'alarme dans la perspective des élections municipales qui auront lieu au printemps prochain dans la capitale. Tout en se montrant très sévère pour les chrétiens engagés dans la politique et qui se conduisent mal (et tout le monde comprend : les démocrates chrétiens), il a présenté l'affrontement avec le Parti communiste comme un conflit entre la « cité de Dieu » et la « cité sans Dieu ». Le communisme, a-t-il dit, « est aujourd'hui comme il a été et sera toujours. Le matérialisme marxiste... Peut-être par opportunité ne se mettra-t-il pas tout de suite contre Dieu, mais il voudra toujours une cité sans Dieu ».

Le Christ et Marx

Le Pape, parlant comme évêque de Rome lors d'une célébration diocésaine du Jubilé sur l'esplanade de Saint-Jean-de-Latran, le 9 novembre, appuyait son vicaire. Il s'exprimait plus clairement encore quelques jours plus tard lors d'une audience générale aux pèlerins de l'Année sainte. On prétend, dit-il, que le Christ est dépassé par Marx et que la société ne doit pas être fondée sur la charité, mais sur la violence de la lutte des classes. « Le système que l'on oppose à celui que nous professons parce qu'il est chrétien, parce qu'il est vraiment humain, suppose une violation de principe de la vraie vie sociale. »

Puis est venue une déclaration

du Comité permanent de l'épiscopat, qui a résonné comme une invitation aux chrétiens à ne pas collaborer avec des partis autres que la démocratie chrétienne, et à s'opposer en particulier au communisme, accusé d'introduire déjà dans le pays « des formes d'esclavage ».

Toutes ces déclarations, en fait, partent d'une position de principe sur l'incompatibilité entre une idéologie athée et l'Évangile. Elles veulent sans doute insister sur les répercussions que cette incompatibilité au plan idéologique entraîne au plan de la vie des « mouvements historiques », des « systèmes » élaborés. Donc, finalement, des partis politiques.

Elles tombent dans une situation caractérisée par la crise de la démocratie chrétienne, usée par trente ans de pouvoir au cours desquels elle s'est éloignée de ses idéaux primitifs, et par l'élan d'un parti communiste qui a fait un effort considérable pour se débarrasser des dogmatismes idéologiques et qui affirme le dialogue démocratique comme unique méthode, afin de rassembler toutes les énergies pour une transformation de la société. (...)

La tentation d'un bon nombre de catholiques est tout simplement de larguer la DC et de voter à gauche, et plutôt pour le PC que pour le Parti socialiste, minoritaire, sectaire, et lui aussi compromis par dix ans de participation au pouvoir. Cette réaction de passage au PC peut être le fait aussi bien d'opportunistes désireux d'être du côté du plus fort que de militants chrétiens désireux de vivre l'Évangile, particulièrement parmi les jeunes et les syndicalistes.

Des « centres d'écoute »

La communauté ecclésiale italienne, cependant, est appelée à entrer dans la phase la plus active de la préparation d'un Synode national sur évangélisation et promotion humaine, en projet depuis plusieurs années, et fixé à l'automne prochain.

Dans une conférence de presse donnée le 19 décembre (quelques jours après la déclaration du Conseil permanent), le P. Sorge, directeur de la revue jésuite *Civiltà Cattolica* et vice-président du Comité préparatoire, a souligné que des réunions très vivantes avaient déjà lieu d'un bout à l'autre du pays.

« L'Église, en Italie, dit-il, entend se mettre à l'écoute de toutes les voix et de tous les problèmes qui caractérisent notre pays, la culture, les groupes sociaux — soit d'inspiration chrétienne, soit d'autres inspirations idéologiques — pour saisir ce qu'il y a de valable chez tous, pour mieux comprendre le discours complexe sur la promotion humaine, pour se laisser interroger, afin d'accomplir une œuvre plus précise de discernement et de service évangélique. D'où l'importance que tous, pendant l'actuelle période de préparation du Congrès, puissent avoir la possibilité de parler et d'être écoutés. » Dans ce but, des « Centres d'écoute » seront systématiquement organisés à travers tout le pays. Personne ne doit se sentir exclu de cette préparation. Le Synode, ensuite, sera une affaire interne de la communauté ecclésiale, réfléchissant sur son engagement. Mais il ne s'agit pas, a souligné le P. Sorge, d'élaborer des documents. L'essentiel est de mettre en marche un mouve-

ment, en « sensibilisant la masse des croyants à la nécessité de la confrontation, du rapport, de la recherche et de la cohérence ».

Vitalité foisonnante

Les déclarations sont donc tombées dans un double contexte : celui de l'incertitude politique des catholiques, que nous avons tenté de décrire, et celui d'une recherche de la communauté ecclésiale telle que la définit le P. Sorge. On ne peut s'empêcher de penser que leurs auteurs sont loin de ces réalités concrètes. Tous les contacts que nous avons pu avoir confirment cette impression. Par leur style comme par leur façon d'aborder les problèmes, ces déclarations n'entament pas l'indifférence de bronze d'un très grand nombre ; elles satisfont ceux qui auraient au contraire besoin d'être ouverts au dialogue ; chez ceux qu'il faudrait aider pour un engagement cohérent avec leur foi, elles suscitent des réflexes de révolte ou de découragement.

Cependant, il faut tenir compte de la vitalité foisonnante de la base qui caractérise tous les aspects de la vie italienne. Le Synode national peut être une expérience à travers laquelle s'imposera une analyse serrée de la réalité si diverse et contrastée de ce pays.

Un point caractéristique : ces « formes d'esclavage » dont parle la déclaration de l'épiscopat. Il existe des régions où le PC exerce le pouvoir au plan local depuis trente ans ; il est parfois resté passablement stalinien (par exemple, dans une région reculée comme l'Ombrie), et souvent

il ne laisse guère de place aux autres. D'autre part, les œuvres catholiques (écoles, hôpitaux, etc.) jouent un rôle de suppléance considérable, et sont subventionnées à ce titre. Lorsque

les structures publiques se développent (et les communistes s'y attachent), les subventions cessent, selon la loi. Ou bien encore, la subvention devrait s'accompagner d'un contrôle qui

jusqu'ici ne s'exerçait guère et que les autorités locales de gauche exercent davantage. Tout cela donne lieu à un contentieux complexe. La communauté ecclésiastique italienne doit certainement

repenser sa place dans la société. Le Synode national devrait aider à saisir les données réelles du problème, et à trouver un langage pour en parler.

Fr. Bernard in: La Croix 4/5/1/1976